



# Règlement d'ordre intérieur du conseil communal et des commissions consultatives communales de la commune de Schengen

du 24 octobre 2023

visée par le Ministère des Affaires intérieures

le 10 janvier 2024

- Texte coordonné -

## Art. 1<sup>er</sup>- Composition du conseil et durée du mandat des conseillers

Compte tenu du nombre de la population, le conseil communal se compose de 11 membres, y compris les bourgmestre et échevins.

Les membres du conseil communal sont élus pour le terme de six ans. Ils sont rééligibles. Le conseil communal est installé et entre en fonctions dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins tels que présentés par la majorité des nouveaux élus ont été opérées.

Les fonctions du conseil communal sortant suite à des élections ordinaires cessent au moment de l'entrée en fonctions du nouveau conseil communal. Elles ne peuvent en aucun cas se prolonger au-delà du dernier jour du deuxième mois qui suit les élections communales ordinaires par lesquelles il est procédé au renouvellement intégral de tous les conseillers communaux.

La démission des fonctions de conseiller communal est donnée par écrit au ministre de l'Intérieur. Le ministre de l'Intérieur accepte la démission du conseiller. Cette acceptation est notifiée par simple lettre à l'intéressé et sort ses effets trois jours après sa signature. Copie en est adressée au bourgmestre de la commune pour information. Le bourgmestre informe le conseil communal de la démission du conseiller dans sa prochaine séance.

Lorsque le bourgmestre ou un échevin désire donner sa démission comme conseiller communal, il doit avoir préalablement obtenu sa démission comme bourgmestre ou échevin par l'autorité de nomination.

Un membre du conseil qui, sans motif légitime, n'aura pas été présent à trois séances consécutives pourra, sur la proposition du conseil, être déclaré démissionnaire par le/la Ministre de l'Intérieur.

Le candidat élu conseiller communal peut, avant la prestation du serment, renoncer à son mandat, en faisant part de son désistement par écrit au ministre de l'Intérieur qui pourvoira à la vacance en procédant selon les dispositions des articles 222 ou 259 de la loi électorale.

## Art. 2.- Incompatibilités

La personne élue au conseil communal qui est frappée d'incompatibilité prévue à l'article 11<sup>ter</sup> de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ou par l'article 196 de la loi électorale est considérée comme se désistant de son mandat si, dans les trente jours à dater de son élection, elle n'a pas mis fin à la situation incompatible avec le mandat de conseiller communal.

En cas de désistement implicite, conformément à l'alinéa qui précède, le bourgmestre en exercice de fonctions en informe immédiatement par écrit le ministre de l'Intérieur qui fera appel au suivant conformément aux dispositions des articles 222 et 259 de la loi électorale.

Le conseiller communal qui accepte des fonctions incompatibles avec son mandat cesse de faire partie du conseil si dans les trente jours à dater de la mise en demeure que lui notifie le collège échevinal ou le ministre de l'Intérieur, il n'a pas résilié les fonctions incompatibles avec son mandat.

### **Art. 3.- Assermentation des conseillers**

Avant d'entrer en fonctions le conseiller communal prête le serment suivant entre les mains du bourgmestre ou de son remplaçant:

*« Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité ».*

Le conseiller qui, après avoir reçu deux convocations consécutives aux fins de prêter serment, s'abstient, sans motif légitime, de remplir cette formalité, est considéré comme ayant renoncé à son mandat. Cette renonciation est formellement constatée par le ministre de l'Intérieur sur proposition du conseil communal.

### **Art. 4.- Tableau de préséance**

Aussitôt après la prestation de serment des conseillers communaux le conseil communal dresse, le tableau de préséance de ses membres d'après l'ordre d'ancienneté de service des conseillers.

Les nouveaux membres y sont inscrits d'après la date et dans l'ordre de leur élection, à la suite de ceux qui sont déjà inscrits au tableau préexistant. Ceux qui sont élus par continuation ne sont pas considérés comme nouvellement entrés.

Lorsque l'entrée en service a lieu à la même époque pour plusieurs conseillers, l'ancienneté est déterminée d'après le nombre des suffrages. Au cas de parité de voix, le plus âgé l'emporte.

### **Art. 5.- Convocation et ordre du jour**

Le conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins une fois tous les trois mois.

Il est convoqué par le collège des bourgmestre et échevins ou, en cas d'urgence, par le bourgmestre seul. Sur la demande écrite et motivée de la majorité des membres du conseil ou du ministre de l'Intérieur, le collège des bourgmestre et échevins est tenu de convoquer le conseil, avec l'ordre du jour proposé, dans un délai maximum de quinze jours.

Sauf le cas d'urgence, la convocation se fait, par écrit et à domicile, au moins cinq jours avant celui de la réunion; elle mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion et en contient l'ordre du jour.

Dès que la date de la prochaine séance du conseil communal est fixée par le collège des bourgmestre et échevins, un préavis indiquant la date et l'heure de la réunion est transmis par courrier électronique aux membres du conseil communal.

L'ordre du jour énumère les objets sur lesquels le conseil communal est appelé à délibérer et il détermine la suite des débats. Celle-ci peut être modifiée par le conseil communal, compte tenu de l'urgence d'une affaire déterminée.

Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence. L'urgence est déclarée par la majorité des membres présents. Leurs noms sont inscrits au procès-verbal.

#### **Art. 6.- Du droit d'initiative du conseiller**

En exécution du droit d'initiative qui lui revient en vertu de l'article 13, alinéa 3 de la loi communale, le conseiller communal peut compléter d'une ou de plusieurs propositions l'ordre du jour établi par le collège des bourgmestre et échevins.

De telles propositions doivent être faites par écrit et remises au bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins trois jours avant celui prévu pour la réunion du conseil communal.

Elles ne peuvent avoir pour objet que des matières qui rentrent dans la compétence du conseil communal et font partie de ses attributions légales.

L'auteur de la proposition est admis à la développer succinctement après que les autres points de l'ordre du jour sont épuisés.

Au cas où la proposition ne nécessite pas le renvoi devant une commission consultative, la discussion et le vote sur l'objet proposé ont lieu lors de la même séance.

Lorsque le conseil communal, à la majorité des voix, décide de soumettre la proposition à l'avis préalable d'une commission consultative, elle y est renvoyée et la commission l'examine dans les meilleurs délais. L'auteur de la proposition peut assister aux travaux de la commission consultative, même s'il n'en est pas membre. Dans ce cas, il n'a que voix consultative

La commune soutient la formation continue des conseillers communaux, en prenant notamment en charge les frais d'inscription à des séminaires ayant trait à la politique communale, ceci après accord préalable du collège des bourgmestre et échevins.

#### **Art. 7.- Consultation des documents**

Pour chaque point à l'ordre du jour les membres du conseil communal peuvent consulter, sans déplacement, les documents, actes et pièces relatifs. Ceux-ci sont à leur disposition au secrétariat communal à la maison communale pendant au moins 5 jours avant la réunion. Ils peuvent en prendre copie. Sur demande précise une copie gratuite leur sera transmise.

Les photocopies de documents ne dépassant pas le format A3 sont gratuites.

Au moins cinq jours avant la réunion du conseil communal, les documents, actes et pièces relatifs à chaque point de l'ordre du jour, sont également mis à disposition des membres du conseil communal par courrier électronique, respectivement par le biais d'un site internet sécurisé.

Toutefois, seuls les documents, actes et pièces déposés au secrétariat communal conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article font foi.

Les documents, actes et pièces qui pour des raisons techniques ne pourront pas être transmis aux membres du conseil communal par voie électronique, ne peuvent être consultés qu'au secrétariat communal. Lors de la transmission des autres documents, actes et pièces, les membres du conseil communal en sont informés.

Les membres du conseil communal ont droit de prendre connaissance des décisions que le collège échevinal a prises en exécution des délibérations du conseil communal.

#### **Art. 8.- Questions émanant de conseillers**

Les questions que les conseillers communaux se proposent d'adresser au collège des bourgmestre et échevins doivent avoir un rapport direct avec l'administration de la commune et rentrer dans les attributions légales des autorités communales. Elles doivent être présentées de

façon à se limiter aux termes indispensables pour formuler avec concision et sans commentaires leur objet.

Le conseiller qui désire poser une question au collège échevinal peut le faire oralement lors d'une réunion du conseil communal ou bien par écrit en remettant le texte au bourgmestre ou à son remplaçant.

Les questions écrites remises au bourgmestre ou à son remplaçant au moins deux jours avant celui de la réunion sont exposées oralement par leurs auteurs dans l'ordre chronologique de leur dépôt. Ces exposés doivent être aussi concis que possible.

Les questions orales sont exposées de la même façon concise par leurs auteurs en procédant par ordre alphabétique.

Les questions auxquelles le collège des bourgmestre et échevins peut répondre immédiatement, sont vidées en réunion. La réponse à fournir doit également se limiter à l'essentiel.

Les questions qui ne peuvent faire l'objet d'une réponse immédiate sont remises au collège échevinal qui y répond par écrit dans le mois, soit oralement lors de la première réunion utile du conseil communal. En cas de réponse écrite à l'auteur de la question, le collège échevinal en informe le conseil communal lors de la réunion suivant la communication de la réponse.

Les questions et les réponses sont intégralement inscrites dans les procès-verbaux des réunions du conseil communal.

#### **Art. 9.- Publicité des séances**

Les séances du conseil communal sont publiques.

Les dates et heures des réunions du conseil communal sont communiquées à la presse. L'ordre du jour est affiché sur les pages Internet de la commune ainsi qu'aux tableaux d'affichage officiels de la commune.

Toutefois, pour des considérations d'ordre public ou à cause d'inconvénients graves, le conseil, à la majorité des deux tiers des membres présents, peut décider, par délibération motivée, que la séance est tenue à huis clos.

Les délibérations prises à huis clos ne sont pas accessibles aux tiers aussi longtemps que le conseil n'a pas décidé de les rendre publiques.

Les présentations de candidats, nominations aux emplois, promotions, démissions ou peines disciplinaires sont décidées à huis clos à la majorité absolue.

Les réunions du conseil communal seront enregistrées et diffusées en audiovisuel et peuvent être consultées sur le site internet de la commune.

#### **Art. 10.- Déroulement des réunions**

Le bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil communal.

Le président ouvre et clôt la séance. Il peut en suspendre les débats pour une durée limitée dans les conditions suivantes :

- Si l'assemblée devient tumultueuse le président peut annoncer son intention de suspendre la séance. Si malgré cet avertissement le trouble continue, il suspend la séance pour une durée ne dépassant pas une heure.
- Si lors de la discussion d'un point de l'ordre du jour la majorité des membres présents souhaite disposer d'un délai de réflexion avant de se prononcer, le président suspend la séance pour une durée ne dépassant pas une heure.

Lorsque le temps fixé pour la suspension est écoulé, la séance est reprise de droit.

A l'heure fixée pour le début de la réunion, le président constate si la réunion est en nombre.

Le conseil ne peut prendre de résolution, si la majorité de ses membres en fonctions n'est présente.

Si, cependant, le conseil a été convoqué deux fois, sans s'être trouvé en nombre requis, il peut délibérer valablement sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par les articles 12 et 13 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions l'article 18 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace dirige avec objectivité et impartialité. Il peut rappeler nominativement à l'ordre les membres du conseil qui auraient troublé les débats.

Il accorde la parole dans l'ordre des demandes, à moins qu'il ne juge à propos de faire parler alternativement pour et contre la proposition.

Il ne peut refuser la parole à un membre du conseil qui veut intervenir pour répondre à un fait personnel ou pour en appeler au présent règlement.

Après la clôture de la délibération, le président en résume les débats et formule la question à mettre au vote.

Sont toujours mises au vote avant la proposition principale, la question préalable qu'il n'y a pas lieu de délibérer, la question d'ajournement qui tend à suspendre la délibération ou le vote ainsi que les amendements qui ont été soumis.

Dans les questions complexes, la division est de droit si elle est demandée.

Au cours des délibérations les conseillers peuvent dans le cadre de leurs interventions présenter et soumettre au vote du conseil communal des motions et amendements en rapport avec l'objet en discussion.

Sur demande de la majorité du conseil communal, soit lors de la discussion au sein du conseil communal, soit par voie écrite, des experts peuvent être invités à une réunion de travail du conseil communal.

En cas d'empêchement d'assister à une séance du conseil communal un conseiller peut déléguer à un autre conseiller de son choix, le pouvoir de voter en son nom. La délégation du droit de vote n'est pas admise pour le scrutin par bulletins non signés.

Chaque conseiller ne peut être délégataire que d'un pouvoir de vote.

La délégation se fait par écrit, est horodatée et porte les noms et prénoms du conseiller délégant et du conseiller délégataire, la date de la séance et les points de l'ordre du jour pour lesquels elle est donnée. La délégation ne vaut que pour une seule séance.

Une copie de la délégation est immédiatement transmise au bourgmestre ou son remplaçant. Les délégations qui ne sont pas conformes au présent article sont écartées par le conseil communal à la majorité des suffrages. Une copie de chaque délégation est annexée au procès-verbal. Les membres du conseil communal peuvent prendre inspection de la délégation.

La délégation est révocable à tout moment par écrit. Une copie de la révocation est transmise au bourgmestre ou à son remplaçant avant l'ouverture de la séance. La délégation est révoquée de plein droit en cas de présence du conseiller délégant.

Le conseiller communal déléguant est considéré comme absent à la séance et n'est pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Le nombre de délégations et les noms et prénoms du conseiller déléguant et du conseiller déléguataire sont inscrits sur la délibération par le secrétaire communal.

#### **Art. 11.- Police de l'assemblée**

Le bourgmestre ou celui qui le remplace a la police de l'assemblée. Il peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser les auditeurs qui donnent des signes publics d'approbation ou d'improbation et en général ceux qui dérangent les débats de quelque manière que ce soit.

#### **Art. 12.- Procédure de vote**

Les membres du conseil communal votent sur appel nominal et à haute voix. Le vote a lieu par ordre alphabétique et commence par le conseiller, dont le nom est sorti le premier de l'urne.

Il peut être également voté à main levée ou par assis et levé.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages. En cas de partage, l'objet en discussion est reporté à l'ordre du jour de la séance suivante; au même cas de partage dans cette seconde séance, le bourgmestre ou celui qui le remplace a voix prépondérante.

Toutes les fois que le conseil communal a une nomination ou une proposition de candidats à faire, le scrutin se fait par bulletins non signés, qui sont réunis par le bourgmestre ou celui qui le remplace, lequel donne ensuite lecture de ce qu'ils contiennent, tandis que deux autres membres présents du conseil communal, les premiers en rang après les échevins, s'occupent, l'un d'annoter successivement le contenu des bulletins, et l'autre d'en tenir le contrôle ; il est en outre tenu par le secrétaire une liste des membres votants de l'assemblée pour chaque élection, ainsi que des personnes qui ont obtenu les voix ; toutes ces opérations ont lieu en présence de l'assemblée.

#### **Art. 13.- Procès-verbal des délibérations**

Les délibérations sont rédigées par le secrétaire et transcrites sans blancs ni interligne, sur un registre à feuilles fixes ou mobiles coté et paraphé par le bourgmestre. Elles constatent le nombre des membres qui ont voté pour et contre.

Les procès-verbaux des délibérations du conseil sont signés dans les meilleurs délais par tous les membres présents lors de la prise de décision et si possible lors de la prochaine réunion du conseil, sans qu'il puisse en être délivré expédition avant les signatures de la majorité.

Les expéditions sont signées par le bourgmestre ou celui qui le remplace et contresignées par le secrétaire. Elles énoncent les noms de tous les membres qui ont concouru à la délibération.

Les habitants de la commune et toute autre personne intéressée ont le droit de prendre connaissance sans déplacement des délibérations du conseil communal, à l'exception de celles qui furent prises à huis clos, aussi longtemps que le conseil n'a pas décidé de les rendre publiques.

Ils peuvent, sous les mêmes conditions, prendre copie desdites délibérations contre remboursement (conformément au règlement taxe afférent).

Les fonctionnaires délégués à cet effet par le ministre de l'Intérieur peuvent également prendre connaissance des délibérations du conseil communal. Une copie des décisions leur est délivrée gratuitement sur demande. Aussi ces délégués, de même que les commissaires spéciaux, doivent-ils obtenir tous les renseignements que possède l'administration communale et dont ils ont besoin pour remplir leur mission.

#### **Art. 14.- Bulletin communal**

Les délibérations du conseil communal sont résumées dans un bulletin communal distribué gratuitement à tous les ménages de la commune.

Ce bulletin est rédigé en langue française/allemande. Il contient l'essentiel des délibérations et les décisions prises par le conseil communal. Il fait mention des règlements communaux et de leur publication dans la commune. D'autres sujets d'intérêt général peuvent être contenus dans le bulletin. Le bulletin communal apparaît au moins quatre fois par an

Les membres du conseil communal obtiennent communication du résumé des délibérations avant l'impression du bulletin. Ils peuvent soumettre des propositions de rectification au collège des bourgmestre et échevins dans un délai à fixer par celui-ci. Passé ce délai, le collège des bourgmestre et échevins décide des rectifications à apporter au texte et il est procédé à l'impression du bulletin communal.

Les résumés des séances du conseil communal sont également publiés sur le site internet de la commune.

#### **Art. 15.- Jetons de présence**

Des jetons de présence peuvent, être accordés aux membres du conseil communal pour l'assistance aux séances du conseil communal.

#### **Art. 16.- Commissions consultatives**

##### **16-1 - Nomination et compétence**

En dehors des commissions prévues par les lois et règlements, le conseil communal nomme des commissions consultatives pour les matières suivantes:

- Commission de l'urbanisme et de l'aménagement communal
- Commission du tourisme et de la culture
- Commission de l'environnement et de l'énergie
- Commission de la famille, aux affaires sociales, du 3<sup>e</sup> âge et des personnes en situation de handicap
- Commission des finances
- Commission de la mobilité et de la voirie viticole et rurale
- Commission des sports et loisirs et de la jeunesse

Le conseil communal peut créer d'autres commissions consultatives spéciales à compétence déterminée toutes les fois qu'il le juge nécessaire.

Le rôle des commissions consiste essentiellement à conseiller d'une façon objective et efficace les élus communaux.

Les membres des commissions consultatives sont nommés par le conseil communal. Le choix du conseil communal peut porter sur tout citoyen de la commune âgé de 18 ans au moins, jouissant des droits civils et politiques, sans préjudice de la faculté de nomination de personnes particulièrement compétentes non domiciliées dans la commune. Chaque citoyen peut faire partie de deux commissions consultatives au maximum.

Les commissions consultatives examinent dans les meilleurs délais les affaires qui leur sont déferées, compte tenu de leurs compétences respectives, par le conseil communal, par le collège des bourgmestre et échevins ou par le bourgmestre.

Sauf le cas d'urgence, elles sont plus particulièrement chargées d'aviser les points devant être portés à l'ordre du jour du conseil communal. L'avis qu'elles émettent à ce propos est versé au dossier de la séance.

Elles peuvent, avec l'accord du bourgmestre, effectuer les visites et les descentes sur les lieux qu'elles jugent utiles à l'accomplissement de leurs missions.

Les conseillers communaux sont tenus au courant des travaux des commissions consultatives, notamment par le fait que les rapports des réunions des commissions seront accessibles pour tout membre du conseil communal.

## **16-2 - Composition**

Les commissions consultatives suivantes sont composées de 11 membres sauf si les lois ou règlements disposent autrement :

- Commission de l'urbanisme et de l'aménagement communal
- Commission du tourisme et de la culture
- Commission de l'environnement et de l'énergie
- Commission de la famille, aux affaires sociales, du 3<sup>e</sup> âge et des personnes en situation de handicap
- Commission des finances
- Commission de la mobilité et de la voirie viticole et rurale
- Commission des sports et loisirs et de la jeunesse

Chaque groupement de candidats est représenté dans ces commissions en fonction du nombre de ses élus au conseil communal.

Le conseil communal désigne les présidents des commissions.

Le secrétariat de chaque commission (légale ou consultative) est assuré en principe par un agent communal dont la désignation est faite par le collège des bourgmestre et échevins. Celui n'a pas droit de vote. Le secrétariat peut être assuré par un membre de ladite commission en cas d'absence du titulaire.

## **16-3 - Constitution**

Une fois nommées, les commissions consultatives se réunissent sur l'initiative du bourgmestre en vue de leur constitution.

## **16-4 – Convocation et présidence**

Les commissions consultatives sont convoquées par leur président qui détermine l'ordre du jour des réunions et en dirige les débats.

Si le bourgmestre ou si la majorité des membres de la commission consultative demande que celle-ci se réunisse, le président est tenu de la convoquer.

Chaque membre a le droit de mettre des points à l'ordre du jour des réunions des commissions.

Chaque membre a le droit de consulter les dossiers confiés à la commission. Les délibérations sont prises à la majorité des voix. Un avis minoritaire peut être présenté.

## **16-5 - Assistance**

Un membre du collège des bourgmestre et échevins peut assister aux réunions d'une commission consultative dont il n'est pas membre, sans toutefois pouvoir participer à un vote éventuel.

Les commissions consultatives peuvent inviter les membres du collège des bourgmestre et échevins et du conseil communal pour les entendre en leur exposé.



Les commissions consultatives peuvent s'adjoindre, pour des affaires déterminées, des experts, dont les avis sont susceptibles d'éclairer leurs délibérations. Ces experts peuvent être choisis dans le cadre de l'administration communale et, avec l'accord du bourgmestre, également hors de l'administration communale.

#### **16-6 - Procès-verbal des réunions**

Le procès-verbal de chaque réunion indique le nom des membres ayant participé aux différentes délibérations et énumère les résolutions qui sont prises. Il est signé par le président et contresigné par le secrétaire.

Il est distribué aux membres de la commission et aux membres du conseil communal.

Les avis des commissions consultatives sur des dossiers discutés dans le conseil communal, font partie du dossier du conseil communal.

#### **16-7 - Secret des délibérations**

Les réunions des commissions consultatives ont lieu à huis clos.

#### **16-8 - Jeton de présence**

Des jetons de présence peuvent, être accordés aux membres des commissions consultatives pour l'assistance aux réunions des commissions.

Le paiement du jeton de présence est strictement lié à la présence des membres aux réunions.

#### **16-9 – Durée du mandat**

Les commissions sont renouvelées à la suite d'élections générales des conseils communaux et dans les trois mois qui suit l'installation des conseillers élus.

Le mandat individuel d'un membre de la commission prend fin, hormis décès et démission, dès que l'intéressé cesse d'être domicilié dans la commune.

Dans ce cas, le conseil communal peut nommer un nouveau membre dans un délai approprié.